CTL ‘emplois’ du 14 Janvier 2020

Intersyndicale Finances Publiques du Morbihan

Aujourd’hui, l’intersyndicale des Finances Publiques du 56, accompagnée de 60 agents de différents services et sites ont exprimé leur colère face à la direction locale qui avait convoqué ce jour un Comité Technique annonçant 15 nouvelles suppressions d'emplois dans le Morbihan (1 A +, 9 B et 5 C).

Après une déclaration intersyndicale (voir au verso), les agents ont exprimé leur colère face une Direction figée dans un discours darmanesque.

Les agents ont dit non aux nouvelles suppressions d’emplois dans des services qui n’en peuvent plus.

Les agents ont dit non au projet de Nouveau Réseau de Proximité qui impacte déjà nos emplois et impactera nos missions, notre réseau et nos vies professionnelles et personnelles.

Les agents ont dit non à la future vision du service public que veut nous imposer Bercy et notre Direction Locale, un accueil aux usagers dans des points de contacts sans nos services experts ou chez les buralistes pour financer la FDJ !

Une « nouvelle offre » que notre Directrice intérimaire estime satisfaisante mais qui devant l’incompréhension des agents et le récit de leur vécu, de leur réalité, a préféré ne pas entendre la suite et partir !

Du jamais vu, nos responsables n’assument même pas !! …

Un Directeur qui met en place le démantèlement de notre département sans concertation et au moment d’en assumer son calendrier prend la fuite, avec promo air-lines et se réfugie tout en haut d’un terril …

Et aujourd’hui, c’est son intérimaire qui s’enfuie, ne prenant pas la peine d’écouter l’ensemble des agents, comme ceux d’une trésorerie vouée à disparaitre (70 Km aller pour suivre sa mission) et venue sur leurs congés pour essayer de se faire entendre …

On ne lâche rien, la lutte continue !

FINANCES PUBLIQUES MÊME PLUS L’IMPÔT SUR LES OS

RESISTANCE !

FINANCES PUBLIQUES MÊME PLUS L’IMPÔT SUR LES OS

Déclaration intersyndicale FiP 56

CTL du 14 janvier 2020

Alors que la France tourne au ralenti, le train fou des réformes accélère encore. N'écoutant que son avis, le gouvernement tente de transformer la société française sans se préoccuper des réflexions qui ne sont pas siennes. Entre autres compétences aujourd'hui méprisées, les avis des corps intermédiaires qui ne constituent plus pour le gouvernement une force, mais bien un frein à ses ambitions.

Les gilets jaunes ont montré l'exaspération des citoyens. Ils ont aussi montré que lorsque le ras bol n'est pas accompagné, tous les excès deviennent possibles.

La DGFIP 56 n'échappe pas à ces errements. L'année 2019 a montré que la direction tournait fondamentalement le dos à toute forme de dialogue social.

C'est en vain que depuis plus de 6 mois l'intersyndicale vous alerte : le public, les élus, les agents rejettent cette réforme qui n'a pour seul objectif que le démantèlement de la DGFIP . Vous avez pu durant cette période montrer le peu d'attention que vous portiez au dialogue et le peu de considération que vous accordiez aux avis pourtant largement formulés par les élus.

Point d'orgue de votre suffisance, vous avez remercié récemment les agents du département pour leur implication dans cette réforme et affirmé que la construction du projet NRP était aujourd'hui finalisé après, je cite « une réelle concertation ».

Au-delà de vos petits jeux de communication qu'en est il réellement ?

Malgré tous les atermoiements d'un Directeur promu, la finalité de cette réforme que vous reprenez à votre compte, sans écoute, est bien un transfert budgétaire de la charge accueil vers les collectivités territoriales et une recherche de nouvelles « niches » d'emplois à supprimer.

Les 15 nouvelles suppressions que vous nous imposez une nouvelle fois n'en sont que le triste reflet.

Des mois, des années que les représentants du personnel vous interpellent sur la dégradation des conditions de travail que ces suppressions engendrent, même plus l'impôt sur l'os, accentué par des projets destructeurs que Bercy et vous, souhaitent imposer à l'ensemble des agents, tout grade confondu.

Saurez-vous désormais, entendre, pas écouter, entendre le ressenti, les craintes des agents, leur vie de terrain qu'ils sont venus vous exprimer aujourd'hui ?

Nous leur laissons la parole …